

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.631/AG

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 10 novembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours, sur les amendements n^{os} 3 et 4 au projet de loi "modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques" (Doc. parl., Chambre, session 2006-2007, n^o 51 1929/005), a donné le 28 novembre 2006 l'avis suivant :

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.631/AV

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, op 10 november 2006 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen (*), van advies te dienen over de amendementen nrs 3 en 4 bij het ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt" (Parl. St., Kamer, zitting 2006-2007, nr. 51 1929/005), heeft op 28 november 2006 het volgende advies gegeven :

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique des amendements, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les amendements appellent les observations ci-après.

Portée des amendements

Les amendements au projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, dite "loi du pacte culturel", visent à déterminer comment doivent être calculées la représentation des tendances philosophiques et idéologiques pour la préparation et la mise en oeuvre de la politique culturelle, ainsi que la représentation dans la commission nationale permanente du pacte culturel.

L'article 3, § 2, alinéa 2, de la loi du pacte culturel dispose que la représentation des tendances est fondée sur leur présence au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

L'amendement n° 3 prévoit que, lorsqu'elle est consacrée par la loi, cette représentation doit être proportionnelle à la représentation des tendances politiques au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante. Ensuite, il détermine le mode de calcul de cette représentation proportionnelle. Il est à cet effet fait usage du système dit "système D'Hondt". Ainsi, si une tendance obtient la majorité absolue des représentants sans pouvoir s'appuyer sur la majorité absolue des sièges dans l'assemblée représentative, la représentation de cette tendance est ramenée juste en-dessous de la majorité. Les sièges non attribués sont répartis entre les autres tendances selon le système D'Hondt.

L'amendement n° 4 comporte un règlement similaire pour calculer la représentation des différents groupes politiques des parlements de communauté dans la commission nationale permanente du pacte culturel.

Examen des amendements

1. L'amendement n° 3 a notamment pour objet d'insérer à l'article 3, § 2, de la loi du 16 juillet 1973 précitée un troisième alinéa rédigé comme suit:

"Lorsqu'elle est consacrée par la loi, cette représentation doit être proportionnelle à la représentation des tendances politiques au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante."

La justification de cet amendement contient notamment les développements suivants:

"La loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, dite loi du «Pacte culturel», garantit la juste représentation démocratique des tendances idéologiques et philosophiques au sein notamment des organes de gestion ou d'administration des infrastructures, institutions ou services culturels créés par les autorités publiques.

En l'absence d'un outil objectif plus pertinent pour apprécier la représentativité réelle de chaque tendance, l'article 3 de la loi pose en principe que la représentation d'une tendance idéologique ou philosophique au sein d'une institution est appréciée à l'aune de sa représentation politique dans l'assemblée de la collectivité politique concernée (le parlement communautaire, le conseil provincial, le conseil communal, ...).

Le poids de chaque tendance au sein des institutions culturelles doit être nécessairement proportionnel à son poids dans l'assemblée représentative concernée (articles 9 et 19 de la loi).

Faute d'avoir été précisé, ce principe de proportionnalité se prête à des interprétations multiples et, parfois, particulièrement extensives. Ainsi, par exemple, en appliquant «purement et simplement» la clé D'Hondt au nombre de sièges occupés par chaque tendance au sein d'une assemblée communautaire ou régionale, l'on n'obtient pas nécessairement une représentation véritablement proportionnelle au poids politique de chaque groupe politique au sein de ce parlement."

À la lecture de l'article 3, § 2, de la loi du Pacte culturel, tel qu'il serait modifié, la question se pose de savoir si la notion de représentation telle qu'elle est définie dans l'amendement déposé, est destinée à s'appliquer à l'ensemble de la loi du Pacte culturel ¹.

Ainsi, les articles 8, § 1^{er}, et 9, b, de la même loi renvoient à l'article 3 de "la présente loi":

- art. 8. § 1^{er} - "En application de l'article 3 de la présente loi, les autorités publiques doivent associer, avec voix délibérative ou consultative, dans une juste représentation démocratique et effective, les groupements utilisateurs ainsi que les tendances idéologiques et philosophiques, à la gestion des institutions culturelles créés par les autorités publiques ou ressortissant à celles-ci."
- art. 9 "Les organes de gestion ou d'administration des infrastructures, institutions ou services culturels créés par les autorités publiques ou ressortissant à celles-ci (...) doivent être composés suivant une des trois formes suivantes de représentation:
 - a) (...)
 - b) l'association de délégués de la ou des autorités publiques concernées avec les représentants des utilisateurs et des tendances. Dans ce cas, les règles de représentation doivent respecter, pour les délégués des autorités publiques, le principe de la représentation proportionnelle, et pour les utilisateurs et les tendances, les dispositions de l'article 3 de la présente loi;
 - c) (...)."

L'article 8, § 1^{er}, en l'état actuel, prévoit "une juste représentation démocratique et effective" des groupements utilisateurs ainsi que des tendances idéologiques et philosophiques conformément à l'article 3 existant sans exiger que cette représentation soit proportionnelle et, encore moins, selon la méthode D'Hondt. Quant à

¹La section de législation observe également qu'à l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du Pacte culturel apparaît aussi la notion de représentation au sein des organes de consultation ou de concertation que les autorités publiques doivent associer à l'élaboration et à la mise en oeuvre de leur politique culturelle: "Ces organes de consultation sont composés de manière à assurer la représentation des tendances idéologiques et philosophiques aussi bien que des groupements utilisateurs, et à éviter la prédominance injustifiée d'une des tendances ou d'un ensemble de groupements d'utilisateurs se réclamant d'une même tendance."

l'article 9, b), il distingue la représentation proportionnelle applicable aux délégués des autorités publiques et la représentation, non autrement précisée, applicable aux utilisateurs et aux tendances (référence à l'article 3 actuel de la loi). Or, l'article 3, § 2, alinéa 3, tel qu'amendé, fonde toute représentation sur celle, proportionnelle, des tendances politiques de l'autorité politique correspondante.

Le renvoi à l'"application de l'article 3 de la présente loi" ou la mention des "dispositions de l'article 3" conduit donc à une incohérence dans le texte qui résulterait de l'adoption de l'amendement.

Tout au plus, l'amendement devrait-il conduire à l'interprétation selon laquelle, chaque fois qu'il est question de représentation dans la loi précitée du 16 juillet 1973, il s'agirait nécessairement d'une représentation proportionnelle, alors que le texte actuel de la loi ne requiert pareille représentation proportionnelle que dans des dispositions spécifiques ².

Si l'intention devait consister à réserver l'application des règles prévues par l'amendement aux seuls cas dans lesquels la loi précitée du 16 juillet 1973 envisage la représentation proportionnelle ³ les premiers mots de l'article 3, § 2, alinéa 3, en projet pourraient être remplacés par les mots:

"Lorsque, dans la présente loi, la représentation doit être proportionnelle, elle doit être proportionnelle à la représentation (suite comme à l'amendement)".

En ce cas, l'amendement n° 4 serait inutile.

²Articles 9, a et b, 19, alinéa 1^{er}, et 22, alinéa 2, de la loi précitée du 16 juillet 1973.

³Pareille intention paraît résulter du renvoi fait dans la justification des amendements aux articles 9 et 19 de la loi (voir l'extrait reproduit plus haut) et de ce que l'amendement n° 4 porte sur l'article 22 de la loi.

2. Le système proposé est toutefois en défaut de régler la situation particulière dans laquelle la clause de sauvegarde ^{4 5} peut aboutir, de manière inattendue, à ce que la deuxième tendance dans l'ordre de représentativité au sein de l'assemblée représentative dispose, grâce à cette clause, de la majorité absolue au sein de l'organisme culturel alors que non seulement, elle ne dispose pas d'une telle majorité dans l'assemblée représentative, mais qu'en outre, elle n'est pas la tendance la mieux représentée au sein de cette assemblée.

Afin d'illustrer le propos qui précède, l'on peut, à titre d'exemple, retenir la situation suivante:

1° Soit une assemblée représentative composée de 21 membres, dont 10 de la tendance A, 9 de la tendance B, 1 de la tendance C et 1 de la tendance D; aucune des quatre tendances ne dispose donc de la majorité absolue.

Soit un organisme culturel dont l'organe de gestion ou d'administration est composé de 7 membres.

2° Sans la clause de sauvegarde prévue par les amendements en projet, la tendance A dispose de 4 sièges dans l'organe de gestion ou d'administration de l'organisme culturel - et par conséquent, de la majorité absolue - , tandis que la tendance B dispose de 3 sièges et que les tendances C et D ne disposent d'aucun siège.

Avec la clause de sauvegarde prévue par les amendements en projet, la tendance A dispose de 3 sièges dans l'organe de gestion ou d'administration de l'organisme

⁴La clause de sauvegarde, telle qu'elle est conçue à l'article 3, § 2, alinéas 7 et 8, proposé, et à l'article 22, alinéas 11 et 12, proposé, de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, est destinée à éviter qu'en application du système de représentation que les amendements mettent en place, une tendance dispose de la majorité absolue dans l'organe de contrôle de gestion ou d'administration de l'organisme culturel ou de la commission concernée alors qu'elle ne jouit pas d'une telle majorité au sein de l'assemblée représentative correspondante.

⁵À l'article 3, § 2, alinéa 7, seconde phrase, il est fait référence par erreur au "deuxième alinéa" de la disposition. C'est à l'"alinéa 4" qu'il y a lieu de renvoyer.

culturel, tandis que la tendance B dispose de 4 sièges - et par conséquent, de la majorité absolue - et que les tendances C et D ne disposent d'aucun siège.

La situation décrite ci-avant montre que la clause de sauvegarde prévue par le texte en projet peut engendrer un effet pervers qui va à l'encontre tant de l'article 131 de la Constitution que du but poursuivi par les amendements proposés.

Ces derniers devraient prévoir un mécanisme destiné à éviter un tel effet.

3. L'article 3, § 2, alinéa 8, en projet (article 1^{er}*bis*, amendement n° 3) est rédigé comme suit :

"Lorsqu'un siège revient à titre égal à plusieurs tendances, il est attribué à celle qui occupe le plus grand nombre de sièges au sein de l'assemblée représentative et, en cas de parité de sièges, à la tendance dont le chiffre électoral relatif aux dernières élections de l'assemblée représentative est le plus élevé."

L'article 22, alinéa 12, en projet (article 4, amendement n° 4) qui s'applique à la Commission nationale permanente du pacte culturel, est rédigé dans des termes similaires.

L'attention des auteurs des amendements est toutefois attirée sur le fait que la composition de certaines assemblées représentatives est telle qu'elle ne permet pas de calculer pour celle-ci un chiffre électoral qui puisse être attribué à une tendance ou à groupe politique de sorte que les dispositions précisées ne pourront trouver à s'appliquer ⁶.

4. Les amendements doivent être revus à la lumière des observations qui précèdent.

⁶Voyez notamment la composition du Parlement flamand fixée par l'article 24, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et celle du Parlement de la Communauté française fixée par l'article 24, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van de amendementen, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de amendementen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Strekking van de amendementen

De amendementen op het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, de zogenaamde cultuurpactwet, hebben tot doel te bepalen hoe de vertegenwoordiging van de filosofische en ideologische strekkingen aan de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid, alsook de vertegenwoordiging in de vaste nationale cultuurpactcommissie, berekend dient te worden.

Artikel 3, § 2, tweede lid, van de cultuurpactwet bepaalt dat de vertegenwoordiging van de strekkingen steunt op hun aanwezigheid in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

Amendement nr. 3 bepaalt dat wanneer deze vertegenwoordiging wettelijk wordt vastgelegd, zij evenredig moet zijn met de vertegenwoordiging van de politieke strekkingen in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid. Vervolgens wordt bepaald hoe deze evenredige vertegenwoordiging berekend wordt. Hiervoor wordt gebruik gemaakt van het zogenaamde stelsel D'Hondt. Indien aldus een strekking een absolute meerderheid van de vertegenwoordigers krijgt zonder te kunnen steunen op een absolute meerderheid van de zetels in de vertegenwoordigende vergadering, wordt de vertegenwoordiging van deze strekking terug gebracht tot net onder de meerderheid. De niet-toegewezen zetels worden volgens het systeem D'Hondt verdeeld over de andere strekkingen.

Amendement nr. 4 bevat een gelijkaardige regeling om de vertegenwoordiging van de verschillende fracties uit de gemeenschapsparlamenten in de vaste nationale cultuurpactcommissie te berekenen.

Onderzoek van de amendementen

1. Amendement nr. 3 heeft onder meer tot doel in artikel 3, § 2, van de voormelde wet van 16 juli 1973 een derde lid in te voegen, luidende :

"Wanneer die vertegenwoordiging wettelijk wordt vastgelegd, moet zij evenredig zijn met de vertegenwoordiging van de politieke strekkingen in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid."

In de verantwoording van dit amendement wordt onder meer de volgende toelichting verstrekt :

"De wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, de zogenaamde Cultuurpactwet, garandeert een billijke democratische vertegenwoordiging van de ideologische en filosofische strekkingen binnen, met name, de beheers- of bestuursorganen van culturele infrastructuren, instellingen en diensten die door de overheid werden opgericht.

Bij gebrek aan een relevantere objectieve verdeelsleutel om de échte representativiteit van elke strekking na te gaan, bepaalt artikel 3 van voornoemde wet dat de vertegenwoordiging van een ideologische of filosofische strekking binnen een instelling in beginsel wordt vastgesteld in het licht van de politieke vertegenwoordiging van die strekking in de vertegenwoordigende vergadering van de betrokken overheid (het gemeenschapsparlament, de provincieraad, de gemeenteraad, ...).

Het gewicht van elke strekking binnen de culturele instellingen moet hoe dan ook evenredig zijn met het gewicht dat die strekking heeft in de betrokken vertegenwoordigende vergadering (zie de artikelen 9 en 19 van de wet).

Doordat dat evenredigheidsbeginsel niet nader werd gepreciseerd, zijn verschillende lezingen ontstaan die soms bijzonder ruim blijken. Zo volstaat het niet om «zomaar» de D'hondt-verdeelsleutel toe te passen op het aantal zetels dat elke strekking binnen een gemeenschaps- of gewestassemblee bezet, want men verkrijgt aldus niet noodzakelijk een vertegenwoordiging die écht evenredig is met het politieke gewicht van elke fractie in het betrokken parlement."

.../...

Bij het lezen van artikel 3, § 2, van de Cultuurpactwet, zoals het gewijzigd zou worden, rijst de vraag of het begrip vertegenwoordiging zoals het wordt gedefinieerd in het ingediende amendement, bestemd is om te worden toegepast op geheel de Cultuurpactwet ¹.

Zo wordt in de artikelen 8, § 1, en 9, b, van dezelfde wet verwezen naar artikel 3 van "deze wet" :

- art. 8. § 1. "In toepassing van artikel 3 moeten de overheden de gebruikersgroeperingen en de ideologische en filosofische strekkingen volgens een billijke democratische en werkelijke vertegenwoordiging met medebeslissende of adviserende stem betrekken bij het beheer van de culturele instellingen, opgericht door of ressorterend onder de overheid."
- art. 9. "Voor de culturele infrastructuur, instellingen en diensten opgericht door of ressorterend onder de overheid moet, (...), in de samenstelling van hun beheers- of bestuursorganen één van de drie volgende vormen van vertegenwoordiging worden aangenomen :
 - a) (...)
 - b) de vereniging van afgevaardigden van de betrokken overheid of overheden met de vertegenwoordigers van de gebruikers en van de strekkingen. In dat geval moeten de regels inzake vertegenwoordiging het beginsel van de evenredige vertegenwoordiging in acht nemen wat de afgevaardigden van de overheden betreft, en de bepalingen van artikel 3 van deze wet wat de gebruikers en de strekkingen betreft;
 - c) (...)."

De huidige versie van artikel 8, § 1, voorziet in "een billijke democratische en werkelijke vertegenwoordiging" van de gebruikersgroeperingen alsmede van de

¹De afdeling wetgeving wijst eveneens op het voorkomen, in artikel 7, eerste lid, van de Cultuurpactwet, van het begrip vertegenwoordiging in de organen van advies of inspraak die door de overheidsinstanties moeten worden betrokken bij het uitwerken en uitvoeren van hun cultuurbeleid : "Deze organen van advies worden zo samengesteld dat de vertegenwoordiging van de ideologische en filosofische strekkingen alsmede van de gebruikersgroeperingen wordt verzekerd en dat een onrechtmatig overwicht van één der strekkingen of van een geheel van organisaties van de gebruikers die beweren tot eenzelfde strekking te behoren, vermeden wordt."

ideologische en filosofische strekkingen overeenkomstig het bestaande artikel 3, zonder te eisen dat deze vertegenwoordiging evenredig is, laat staan dat ze volgens de methode-D'Hondt geschiedt. Artikel 9, b), van zijn kant, maakt een onderscheid tussen de evenredige vertegenwoordiging die geldt voor afgevaardigden van de publieke overheden en de niet nader gepreciseerde vertegenwoordiging die van toepassing is op gebruikers en strekkingen (verwijzing naar het huidige artikel 3 van de wet). Artikel 3, § 2, derde lid, zoals het wordt geamendeerd, doet elke vertegenwoordiging evenwel steunen op de evenredige vertegenwoordiging van de politieke strekkingen van de overeenkomstige politieke overheid.

Verwijzing naar de "toepassing van artikel 3" of vermelding van de "bepalingen van artikel 3" leidt dus tot een inconsistentie in de tekst zoals die door goedkeuring van het amendement zou ontstaan.

Het amendement zou hoogstens mogen leiden tot de interpretatie dat telkens als er in de voormelde wet van 16 juli 1973 sprake is van vertegenwoordiging, het noodzakelijkerwijze gaat om evenredige vertegenwoordiging, terwijl de huidige tekst van de wet een zodanige evenredige vertegenwoordiging alleen vereist in specifieke bepalingen².

Mocht het in de bedoeling liggen de regels gegeven in het amendement uitsluitend toe te passen in de gevallen waarin de voormelde wet van 16 juli 1973 evenredige vertegenwoordiging voorschrijft³, dan zouden de eerste woorden van het ontworpen artikel 3, § 2, derde lid, vervangen kunnen worden door de volgende woorden :

"Wanneer in deze wet de vertegenwoordiging evenredig moet zijn, moet ze evenredig zijn met de vertegenwoordiging ... (voorts zoals in het amendement)".

²Artikelen 9, a, en b, 19, eerste lid, en 22, tweede lid, van de voormelde wet van 16 juli 1973.

³Een zodanige bedoeling blijkt mogelijk uit de verwijzing, in de verantwoording van de amendementen, naar de artikelen 9 en 19 van de wet (zie het hierboven weergegeven uittreksel) en uit het feit dat amendement nr. 4 betrekking heeft op artikel 22 van de wet.

In dat geval zou amendement nr. 4 nutteloos zijn.

2. De voorgestelde regeling verzuimt evenwel de bijzondere situatie te regelen waarin de vrijwaringsclausule ^{4 5} er onverwachts toe kan leiden dat de tweede strekking in volgorde van representativiteit in de vertegenwoordigende vergadering, dank zij deze clausule beschikt over de absolute meerderheid in de culturele instelling, terwijl ze niet alleen niet beschikt over een zodanige meerderheid in de vertegenwoordigende vergadering, maar bovendien niet de strekking is die het best vertegenwoordigd is in deze vergadering.

Om het voorgaande duidelijk te maken, kan bij wijze van voorbeeld de volgende situatie worden aangevoerd :

1° Een vertegenwoordigende vergadering bestaat uit 21 leden, van wie 10 van strekking A, 9 van strekking B, 1 van strekking C en 1 van strekking D; geen van de vier strekkingen beschikt dus over de absolute meerderheid.

Een culturele instelling waarvan het beheers- of bestuursorgaan samengesteld is uit 7 leden.

2° Zonder de vrijwaringsclausule waarin de ontworpen amendementen voorzien, beschikt strekking A over 4 zetels in het beheers- of bestuursorgaan van de culturele instelling - en bijgevolg over de absolute meerderheid-, terwijl strekking B over 3 zetels beschikt en de strekkingen C en D over geen enkele zetel.

⁴De vrijwaringsclausule zoals ze is opgevat in het voorgestelde artikel 3, § 2, zevende en achtste lid, en in het voorgestelde artikel 22, elfde en twaalfde lid, van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, dient om te voorkomen dat met toepassing van de vertegenwoordigingsregeling die de amendementen invoeren, een strekking over de absolute meerderheid beschikt in het toezichthoudende beheers- of bestuursorgaan van de culturele instelling of van de betrokken commissie, terwijl ze niet over een zodanige meerderheid beschikt in de overeenkomstige vertegenwoordigende vergadering.

⁵In artikel 3, § 2, zevende lid, tweede zin, wordt bij vergissing verwezen naar het "tweede lid" van de bepaling. Er dient verwezen te worden naar het "vierde lid".

Met de vrijwaringclausule waarin de ontworpen amendementen voorzien, beschikt strekking A over 3 zetels in het beheers- of bestuursorgaan van de culturele instelling, terwijl strekking B over 4 zetels beschikt - en bijgevolg over de absolute meerderheid- en de strekkingen C en D over geen enkele zetel beschikken.

De hierboven beschreven situatie toont aan dat door de vrijwaringsclausule voorgeschreven in de ontworpen tekst, een pervers effect kan optreden dat ingaat tegen zowel artikel 131 van de Grondwet als het door de ingediende amendementen beoogde doel.

Deze amendementen zouden een regeling moeten treffen om een zodanig effect te voorkomen.

3. Het ontworpen artikel 3, § 2, achtste lid, (artikel 1bis, amendement nr. 3) luidt als volgt :

"Wanneer verschillende strekkingen aanspraak maken op een zelfde zetel, wordt die zetel toegewezen aan de strekking met de meeste zetels in de overeenstemmende vertegenwoordigende vergadering of, bij pariteit van zetels, aan de strekking die tijdens de vorige verkiezingen voor die vertegenwoordigende vergadering het hoogste kiescijfer behaalde."

Het ontworpen artikel 22, twaalfde lid (artikel 4, amendement nr. 4), dat van toepassing is op de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie, is gesteld in soortgelijke bewoordingen.

De indieners van de amendementen worden er evenwel op gewezen dat de samenstelling van sommige vertegenwoordigende vergaderingen van die aard is dat er geen kiescijfer voor berekend kan worden dat kan worden toegewezen aan een strekking of fractie, zodat de opgegeven bepalingen geen toepassing zullen kunnen vinden ⁶.

⁶Zie onder meer de samenstelling van het Vlaams Parlement, vastgesteld in artikel 24, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en die van het Parlement van de Franse Gemeenschap, vastgesteld in artikel 24, § 3, eerste lid, van dezelfde wet.

4. De amendementen moeten dus worden herzien in het licht van de voorgaande opmerkingen.

L'assemblée générale de la section de législation
était composée de

De algemene vergadering van de afdeling wetge-
ving was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

M. VAN DAMME,
Y. KREINS,

P. LIÉNARDY,
J. BAERT,
J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE,
B. SEUTIN,
W. VAN VAERENBERGH,

premier président du Conseil d'État,
eerste voorzitter van de Raad van State,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

conseillers d'État,
staatsraden,

J. VELAERS,
H. BOSLY,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

M. FAUCONIER,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Les rapports ont été rédigés par M. W. PAS et
Mme A. VAGMAN, auditeurs.

De verslagen werden uitgebracht door de
H. W. PAS en Mevr. A. VAGMAN, auditeurs.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

M. FAUCONIER

R. ANDERSEN